

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

VERS UNE MONDIALISATION 3.0 ?

PAR

JEAN-RAPHAËL CHAPONNIÈRE (*)

Depuis quelques années, la mondialisation s'essouffle : les flux de capitaux et d'investissements directs à l'étranger (IDE) n'ont pas retrouvé leurs niveaux d'avant la crise mondiale et, malgré son léger redressement en 2017, le commerce international reste en deçà de ce qu'il était en 2014. La mondialisation est en outre menacée par l'attitude du gouvernement américain, qui dénonce l'ordre multilatéral. Au Forum de Davos en janvier 2017, Xi Jinping a réagi à ces accusations par un vibrant plaidoyer en faveur de la mondialisation et, quelques mois plus tard, au sommet de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique) à Danang, prenant la parole après le Président américain, il a présenté la mondialisation comme un phénomène irréversible qui pourrait toutefois être réformé et devenir plus inclusif. Dirigeant le pays qui a le plus bénéficié de la mondialisation, Xi Jinping redoute une guerre commerciale qui n'a pas encore commencé. Cependant, le Brexit, le retrait américain du Partenariat Trans-Pacifique (Trans-Pacific Partnership ou TPP), les renégociations de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'accord de libre-échange Corée-Etats-Unis (Kor-US) pèseront sur la reprise des échanges, tandis que les restrictions décidées par le gouvernement chinois sur les sorties de capitaux et la réforme fiscale américaine freineront les investissements.

Ces évolutions annoncent-elles la fin de la mondialisation ? Après avoir analysé les raisons du tassement du commerce mondial et des investissements directs étrangers (IDE) et brièvement rappelé les circonstances de la fin de la première mondialisation, l'article s'interroge sur les transformations susceptibles d'aboutir à une « mondialisation 3.0 ».

LA MONDIALISATION AU POINT MORT

Depuis trois ans, les échanges de biens et services ralentissent, les sorties de capitaux chutent, alors que les migrations augmentent et que la progression des flux de données continue à un rythme fulgurant.

(*) Chercheur associé à Asia Centre et Asie 21 (Futuribles, France).

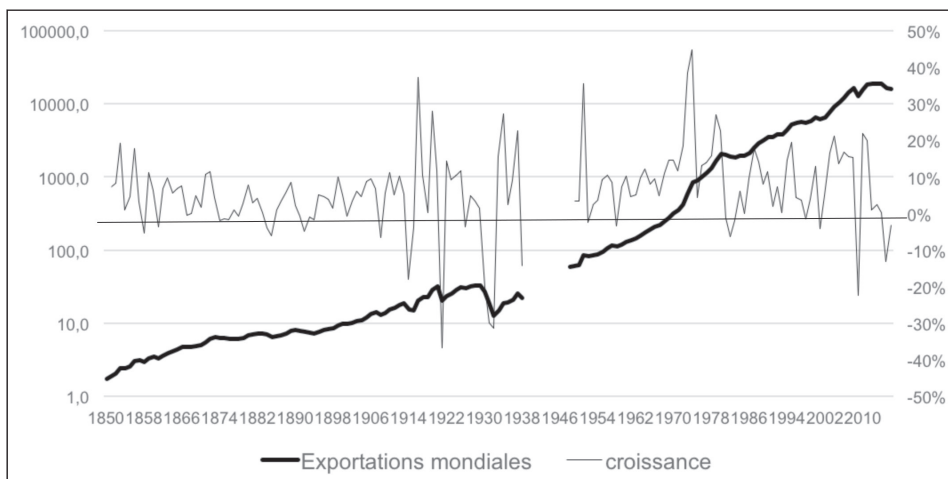
Ralentissement des échanges de marchandises

L'accélération des échanges de marchandises est la caractéristique la plus frappante de la mondialisation. Les échanges de marchandises ont en effet décuplé en dollars courants entre 1850 et 1914, chuté jusqu'en 1938 et, après avoir été interrompus pendant la Seconde Guerre mondiale, ont été multipliés par plus de 300 entre 1948 et 2008. Entre ces deux dates, ils se sont contractés seulement cinq fois en volume (1), chaque contraction étant suivie d'un redressement vigoureux et d'un retour au rythme précédent la crise. Cela n'a pas été le cas en 2008. Après la contraction la plus sévère de l'après-guerre, le commerce mondial s'est redressé et sa croissance est restée anémique. Les mesures protectionnistes n'expliquent pas ce tassement, qui concerne les pays riches comme les plus pauvres, les exportateurs de matières premières comme les exportateurs de produits manufacturés. Pour ces derniers, un pourcentage élevé de leurs exportations relève des chaînes globales de valeur, qui ont connu une expansion spectaculaire depuis l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Après s'être imposée sur le dernier maillon, celui de l'assemblage, la Chine « remonte les filières » : entreprises chinoises et filiales étrangères substituant une production locale à des composants importés. Depuis deux ans, les échanges internes à ces chaînes n'augmentent plus, une stagnation que la Banque mondiale interprète comme une consolidation (2) tandis qu'une analyse plus fouillée (3) l'attribue à la remontée des filières en Chine – tout en soulignant l'apparition de chaînes liant l'Allemagne et la Chine – et au Brexit, qui aurait justifié la relocalisation de segments de production d'Europe du Sud au Royaume-Uni. Ce tassement pourrait aussi être la réaction des entreprises à plusieurs catastrophes (Fukushima, inondations de Bangkok, tremblement de terre de Kyushu), qui ont révélé la fragilité de ce mode d'organisation.

(1) En 1952, la chute des cours de matières premières à la fin de la guerre de Corée ; en 1958, la récession américaine ; en 1982, le « choc Volker » – la hausse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) – ; en 1998, la crise asiatique, qui s'est propagée au Brésil et à la Russie ; en 2001, l'éclatement de la bulle Internet. Cf. Robert C. FEENSTRA / Alan M. TAYLOR (dir.), *Globalization in an Age of Crisis: Multilateral Economic Cooperation in the Twenty-First Century*, University of Chicago Press, 2013, 422 p.

(2) Banque mondiale / OMC *et al.*, « Measuring and analyzing the impact of GVCs on economic development », *Global Value Chain Development Report 2017*, International Bank for Reconstruction and Development, Washington, 2017.

(3) R. VEUGELERS (dir.), « Remaking Europe: the new manufacturing as an engine for growth », *Bruegel Blueprint Series*, vol. XXVI, 2017.

Exportations mondiales (en prix courants) entre 1950 et 2016

Sources : pour les années 1850-1938, Giovanni FEDERICO / Antonio TENA-JUNGUITO, « World trade, 1800-1938: a new data-set », IFC Working Paper in Economic H; depuis 1948, les données de l'OMC.

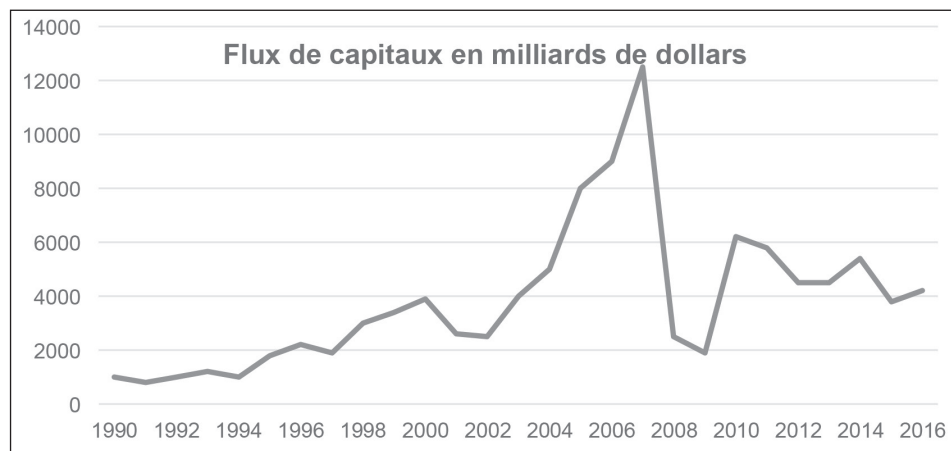
Le tassement du commerce des biens peut-il être compensé par une croissance plus rapide des échanges de services ? Agrégeant des activités traditionnelles (transport, assurance, tourisme, ingénierie), parfois directement liées au commerce de marchandises, et d'autres plus récentes (services informatiques ou tourisme de santé), ces échanges progressent à un rythme légèrement plus élevé que le commerce des biens. Le rapport entre les deux augmente lentement, de 20% en 1980 à 30% en 2016 au niveau mondial : il est de 10% en Chine, de 20% en Allemagne, de 45% en France et aux Etats-Unis et de 60% en Inde. Si la tendance se poursuit, les exportations de services rejoindront celles de marchandises aux Etats-Unis dans une dizaine d'années (4) et plus tard au niveau mondial ; leur croissance ne sera pas en mesure de pallier le tassement des échanges de marchandises.

Entre 1945 et 2008, le commerce mondial a progressé une fois et demie plus rapidement que le PIB et cette élasticité a varié selon les périodes : jusqu'aux années 1980, elle était proche de 1, elle a ensuite doublé entre 1985 et 2008, une période exceptionnelle marquée par la réintégration à l'économie mondiale de la Chine, de l'Inde, de la Russie et de l'Europe de l'Est. Cette parenthèse a été fermée par la crise et, depuis 2012, le commerce mondial évolue au rythme du produit intérieur brut (PIB). L'évolution des échanges est très sensible à celle de l'investissement (5),

(4) Cf. le site Internet www.brookings.edu/research/export-nation-2017/.

(5) Marc AUBOIN / Floriana BORINO, « The falling elasticity of global trade to economic activity, testing the demand channel », *WTO Working Papers*, 2017.

qui est la composante de la demande la plus intensive en importations (6). Au niveau mondial, la croissance de l'investissement a été divisée par deux depuis la crise (2007-2016 comparé à 2000-2007) ; en Europe, l'investissement reste inférieur à ce qu'il était avant la crise ; aux Etats-Unis il n'a retrouvé ce niveau qu'en 2015 ; en Chine, après une forte poussée pendant la crise – ce pays investit plus en dollars que les Etats-Unis ou que l'Union européenne –, il se stabilise depuis 2015, ce qui contribue au ralentissement des échanges internationaux (7).



Source : Fonds monétaire international.

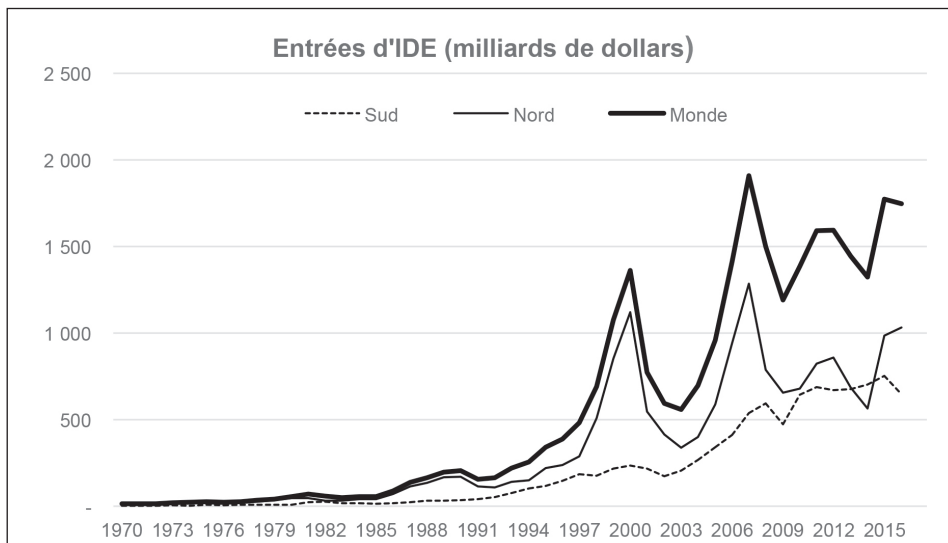
Chute des capitaux

Les flux de capitaux ont quintuplé en dollars entre 2002 et 2007, ils se sont effondrés pendant la crise et, depuis 2012, ils fluctuent autour de 5 000 milliards de dollars, soit deux fois moins qu'en 2007. Interprétée comme un retour à la normale après leur envolée entre 2004 et 2007, cette baisse ne signale pas la fin de la mondialisation financière (8). En effet, tandis que les crédits bancaires européens s'effondraient, les créances internationales des banques non européennes ou des pays émergents n'ont pas diminué. La chute des flux de capitaux s'accompagne d'une modification de leur composition, avec l'accroissement de la part des investissements directs étrangers (IDE) et des investissements de portefeuille.

(6) Le contenu en importation de l'investissement a diminué de moitié en Chine (de 30 à 14% entre 2004 et 2014) et a augmenté dans le cas de l'Allemagne (de 24 à 38%). Cf. *ibid.*

(7) Guillaume GAULIER / Walter STEINGRESS / Soledad ZIGNAGO, « Le rôle de la Chine dans le ralentissement des échanges commerciaux », *Rue de la Banque*, n°30, 2016, Banque de France.

(8) Sébastien JEAN, « La démondialisation n'aura pas lieu », in CEPII, *Economie mondiale 2018*, La Découverte, Paris, 2017, p. 57.



Source : Base de données de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

La croissance des IDE n'a toutefois pas retrouvé son rythme d'avant la crise et, au niveau mondial, les montants restent inférieurs à ce qu'ils étaient en 2007. Cette stabilité s'accompagne de modifications tant au niveau des destinations que des origines. Traduisant la plus forte attractivité des pays émergents, la part des pays avancés dans les destinations a diminué jusqu'à la crise, qui a renversé cette tendance ; depuis, les IDE entrants dans les pays avancés sont plus importants (9). Inversement, la part des pays émergents dans les sorties a augmenté. Ces modifications sont en partie expliquées par les évolutions qui ont lieu en Chine. Cette dernière attire moins car la hausse des coûts de production et les mesures prises contre les entreprises étrangères découragent les investisseurs, tandis que les sorties ont augmenté rapidement depuis l'adoption, en 1999, de la stratégie « Go Global » par le gouvernement pour promouvoir l'investissement chinois à l'étranger (10) : en 2016, les étrangers ont moins investi en Chine que les Chinois à l'étranger (11). Ce mouvement s'est brusquement arrêté fin 2016. Réagissant aux fuites de capitaux qui ont accompagné ces sorties – contribuant à la baisse de 1 000 milliards de dollars des réserves –, le

(9) De 11% en moyenne entre 2000 et 2008 à 26% en moyenne depuis 2008.

(10) L'objectif de cette stratégie est d'utiliser les réserves pour acquérir des actifs à l'étranger, de sécuriser l'approvisionnement en matières premières, d'acquérir des technologies et de promouvoir les entreprises chinoises dans le monde.

(11) La destination des IDE chinois est difficile à mesurer car les entreprises n'étant pas tenues de renseigner leur destination finale, les statistiques officielles montrent que les $\frac{3}{4}$ se dirigent vers les paradis fiscaux, d'où ils repartent vers une autre destination. S'appuyant sur le suivi des grandes entreprises, certaines bases de données (Heritage Foundation et Rhodium Group notamment) montrent que les Chinois investissent plus aux Etats-Unis et en Europe que dans les pays émergents.

gouvernement a pris des mesures (12) qui ont provoqué une baisse de 40% des IDE chinois au premier semestre 2017.

Hausse des migrations

Tandis que le commerce et les investissements se tassent, les flux de personnes augmentent, qu'il s'agisse des touristes internationaux, dont le nombre a doublé entre 1999 et 2016, ou des migrants. Apprécié en pourcentage de la population mondiale, le nombre de migrants est passé de 2,9% en 1990 à 3,3% en 2015 et la hausse la plus forte a eu lieu dans les pays avancés (de 7,2% à 11,5%), plus particulièrement au Royaume Uni, au Canada et aux Etats-Unis où, selon le cabinet McKinsey (13), les migrations ont représenté 40% de l'accroissement de la main-d'œuvre entre 2000 et 2014. Aux Etats-Unis, l'*Immigration and Naturalization Act* de 1965 a marqué la reprise de l'immigration et, cinquante ans plus tard, le pourcentage de travailleurs nés à l'étranger a retrouvé le taux atteint en 1917, date de l'adoption du *Literacy Act*, lequel avait freiné l'immigration européenne après des mesures contre l'immigration chinoise et japonaise.

Stock des migrants en pourcentage de la population

	1990	1995	2000	2005	2010	2015
Monde	2,9	2,8	2,8	2,9	3,2	3,3
Nord	7,2	7,9	8,7	9,7	10,7	11,2
Sud	1,7	1,5	1,4	1,4	1,6	1,7
Royaume-Uni	6,4	7,2	8,0	9,8	12,1	13,2
France	10,4	10,5	10,6	11,0	11,4	12,1
Canada	15,7	16,6	18,0	18,8	20,5	21,8
Etats-Unis	9,2	10,7	12,3	13,3	14,3	14,5

Source : données des Nations Unies, disponibles à l'adresse Internet www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimates15.shtml.

RETOUR SUR LA FIN DE LA PREMIÈRE MONDIALISATION

La conjoncture expliquant le tassement des échanges, il est prématuré d'évoquer à ce propos la fin de la mondialisation. Néanmoins l'histoire montre qu'elle n'est pas irréversible.

Commencée au milieu du XIX^e siècle, la première mondialisation a été une conséquence de la révolution industrielle (hausse de la productivité, baisse des coûts de transport) et, plus encore, de la conversion des Etats européens au libre-échange. Elle a déclenché une accélération des échanges

(12) David DOLLAR, *China New Investment Rules*, Brookings Institute, 23 août 2017.

(13) McKinsey Global Institute, *People on the Move: Global Migration's Impact and Opportunity*, déc. 1996.

et s'est accompagnée de migrations d'une ampleur sans précédent historique, avec, entre 1815 et 1914, au moins 82 millions de personnes (Européens vers le Nouveau Monde et Asiatiques vers les colonies) quittant leurs pays pour travailler ailleurs (14). L'une des conséquences de la première mondialisation a été la « Grande Divergence » entre les économies du Nord et celles du Sud, qui a généré des gagnants et des perdants de part et d'autre. Au Sud, les artisans n'ont pas résisté à la concurrence des produits industriels. Au Nord, la mondialisation et les transformations techniques ont creusé les inégalités, lesquelles atteignent leur niveau le plus élevé à la veille de la Première Guerre mondiale ; elles ont fait de nombreux perdants dans le monde rural (15). L'Allemagne a pris des mesures contre les importations de céréales russes en 1879 et, en France, où une partie du monde agricole a accusé le libre-échange d'être « *l'anarchisme des millionnaires* » (16), le gouvernement a adopté des tarifs protecteurs en 1884, un exemple suivi par tous les pays européens hormis le Royaume-Uni. A la veille de la Première Guerre mondiale, les tarifs douaniers européens ont retrouvé leur niveau de 1870 tout en restant inférieurs aux taux américains : aux Etats-Unis, les réactions protectionnistes se sont traduites par des mesures contre l'immigration asiatique, suivies de l'adoption du *Literacy Act* en 1917 (17).

En dépit de ces décisions, les échanges internationaux ont progressé jusqu'à la Première Guerre mondiale. Considéré comme impensable (18) tant l'interdépendance entre belligérants était élevée, ce conflit ne peut pas être considéré comme un événement exogène. Il est en effet une conséquence des évolutions précédentes : les réactions des perdants de la mondialisation ont exacerbé les nationalismes et, en diminuant la consommation, le creusement des inégalités a stimulé la recherche de débouchés extérieurs et nourri les ambitions impérialistes (19).

Après la guerre, les échanges reprennent jusqu'en 1929. Les mesures adoptées après la crise ont aggravé ses conséquences sur le commerce mondial. Elles prennent fin dès 1934, avec l'adoption, par le Congrès américain, du *Reciprocal Trade Agreement Act*, suivi de la signature

(14) Soit, ramené à la population mondiale, un rythme annuel trois fois plus élevé qu'entre 1945 et 1980. Cf. Jürgen OSTERHAMMER, *La Transformation du monde, une histoire globale du XIX^e siècle*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2017, p. 224.

(15) Ronald FINDLAY / Kevin O'ROURKE, *Power and Plenty Trade, War and the World Economy in the Second Millennium*, Princeton University Press, 2007, p. 410.

(16) Les céréaliers et les éleveurs ont dénoncé la mondialisation. Cf. G. DUBY / A. WALLON, *Histoire de la France rurale. Apogée et crise de la civilisation paysanne*, Seuil, Paris, 1976, t. 3, pp. 409-415.

(17) Le *Literacy Act* de 1917 interdit l'entrée des migrants de plus de seize ans ne sachant ni lire ni écrire. L'immigration chute de 400 000 par an dans les années 1920 à 50 000 dans les années 1930.

(18) Il s'agit de l'essai aussitôt traduit en quatorze langues, de Norman ANGELL, *The Great Illusion. A Study of the Relation of Military Power to National Advantage*, Heinemann, Londres, 1910.

(19) Comme le rappelle Branco Milanovic, pour Keynes « *les causes économiques de la guerre sont les pressions de la population et la lutte concurrentielle pour les marchés et ce second facteur a été déterminant* » ; Rosa Luxemburg et Lénine établissent un lien direct entre inégalité et impérialisme. Cf. Branco MILANOVIC, *Global Inequality. A New Approach for the Age of Globalization*, Harvard University Press, Cambridge, 2016, p. 96.

d'accords prévoyant des baisses tarifaires substantielles avec vingt-sept pays (20). Le revirement américain amène aux négociations pour un nouvel ordre économique, qui commencent pendant la Seconde Guerre mondiale et sont finalisées à Bretton Woods en 1944. La mutation des Etats-Unis, d'un pays protectionniste ouvert aux migrations en un pays plus ouvert aux échanges qu'aux migrations, a conduit à la seconde mondialisation. Son architecture institutionnelle se met en place avec la création du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et celle, avortée, de l'organisation internationale du commerce (International Trade Organization) à laquelle les Etats-Unis refusent d'adhérer pour simplement rejoindre le *General Agreement on Tariffs and Trade*. Cet accord, destiné à éviter le retour à la « guerre de tous contre tous », sert de cadre aux négociations commerciales jusqu'à la création de l'OMC en 1995.

Outre l'option d'une gouvernance multilatérale – dominée par les Etats-Unis –, la seconde mondialisation diffère de la première par son pivot monétaire (le dollar) et la place des produits manufacturés ; elle évolue à partir des années 1970, avec l'émergence des multinationales européennes et japonaises et la fragmentation des processus de production, qui conduit à la mise en place des chaînes globales de valeur.

L'AVENIR DE LA MONDIALISATION

Jusqu'à la crise de 2008, parée de toutes les vertus, la mondialisation est considérée comme un phénomène irréversible. En effet, elle assure des bénéfices aux grandes entreprises, des prix bas aux consommateurs des pays avancés, tout en améliorant le niveau de vie des ménages des pays émergents : les institutions financières internationales lui attribuent – de façon abusive car cette analyse oublie le rôle tout aussi important de l'industrialisation – la chute du nombre de Chinois et d'Indiens vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Depuis que la crise a révélé une ligne de fracture entre les gagnants et les perdants, la mondialisation est de plus en plus critiquée.

Dans un essai publié quelques années après la crise asiatique, Joseph Stiglitz (21) analysait la désillusion des pays émergents vis-à-vis de la mondialisation qui « *ne marche pas pour les pauvres du monde* » et dont il faut changer la gouvernance. Depuis, les sondages d'opinion (22) indiquent que le rejet de la mondialisation est plus marqué au Nord qu'au Sud. En effet, les sociétés des pays avancés lui attribuent tous les maux (chômage,

(20) I. M. DESTLER, *American Trade Policy*, International Institute for International Economics, avr. 1995.

(21) Joseph STIGLITZ, *La Grande Désillusion*, Fayard, Paris, 2002, p. 279.

(22) Les sondages Pew montrent qu'en 2002, plus de trois Américains sur dix avaient un jugement positif du commerce international, un sur deux en 2008 et, en 2014, seulement un Américain sur cinq pensait que le commerce international conduisait à une hausse des salaires et des emplois. Une enquête d'opinion par Yougov/*Economist* de novembre 2016 montre que la majorité des Américains, des Britanniques et des Français a une opinion défavorable de la mondialisation.

stagnation des salaires, inégalités) qui sont également les conséquences du progrès technique.

Alors que la première mondialisation a provoqué la « Grande Divergence » entre le Nord et le Sud, la seconde est une période de convergence qui bénéficie à de nombreux pays : mesuré en parité de pouvoir d'achat, le revenu sud-coréen dépasse la moyenne européenne et le revenu de la classe moyenne chinoise la plus aisée se rapproche de celui de la classe moyenne américaine (23). L'évaluation des gains relatifs entre 1988 et 2008 (24) montre que les perdants appartiennent aux classes moyennes des pays avancés et les gagnants aux classes moyennes des pays émergents – massivement en Asie –, tandis que la « ploutocratie » mondiale empoche la moitié des gains absolus de la mondialisation.

La mondialisation creuse les écarts entre ceux qui ont les aptitudes à en bénéficier et les autres. Son rejet est plus marqué dans les pays qui n'ont pas adopté de politiques publiques pour compenser les perdants. Cette attitude a été délibérée aux Etats-Unis, où l'une des premières mesures du président Reagan a été de supprimer le programme Trade Adjustment qui poursuivait cet objectif (25). La mondialisation est de plus en plus perçue comme un jeu à somme nulle dans lequel la majorité de la population est perdante et où une minorité se partage les gains. Ce sentiment s'est exacerbé depuis la crise aux Etats-Unis, où les revenus des deux tiers de la population active ont diminué entre 2005 et 2014 (26). Curieusement, remarque Dani Rodrik (27), les réactions qu'aurait dû provoquer le creusement des inégalités de revenu ont été éclipsées par les craintes déclenchées par la progression des migrations : les électeurs de Donald Trump ont été séduits par ses attaques contre les Mexicains et les Brexiteurs ont voté contre l'immigration polonaise.

Vers un rythme plus lent de la mondialisation ?

La crise de 2009 n'a pas provoqué un retour du protectionnisme et, nonobstant ses déclarations de campagne, le président Donald Trump n'a pas pris de mesures contre la Chine. Trois mois après l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche, le rapport bisannuel du Trésor n'a pas critiqué la politique monétaire chinoise. Depuis, si on fait abstraction des *tweets* présidentiels, la seule mesure a été le lancement, en août 2017, d'une enquête du Département du Commerce sur l'impact des exigences

(23) Le revenu des Chinois urbains du huitième décile est proche de celui des Américains du second décile. Cf. Branco MILANOVIC, *op. cit.*, p. 36.

(24) *Ibid.*, p. 33.

(25) Alors que la part des importations dans le PIB a triplé entre 1975 et 2015, la part des dépenses sociales a diminué. A ce sujet, cf. Lawrence MICHEL, « Tired of economists misdirection on Trade », *Economy Policy Institute*, 26 avr. 2016 ; Mireya SOLÍS, *Dilemmas of a Trading Nation: Japan and the United States in the Evolving Asia-Pacific Order*, Brookings Institute, 2017.

(26) MCKINSEY, *Technology, Jobs, and the Future of Work*, 2017, disponible sur le site Internet www.mckinsey.it/idee/technology-jobs-and-the-future-of-work.

(27) D. RODRIK, *Straight Talk on Trade – Ideas for a Sane World Economy*, Princeton University Press, 2017.

chinoises en matière de propriété intellectuelle, qui n'aboutira qu'en 2018. Entre-temps, les échanges sino-américains ont augmenté et le déficit s'est creusé. L'élection de Donald Trump a toutefois donné un coup d'arrêt aux initiatives de libéralisation commerciale : les Etats-Unis se sont retirés de l'accord de Partenariat transpacifique (TPP), les négociations du Traité de libre-échange transatlantique (TAFTA) sont au point mort, le Kor-US et l'ALENA sont en cours de renégociations.

La croissance du commerce mondial pourrait continuer au rythme du PIB – il ne sera plus un moteur de l'économie –, dont la croissance sera « médiocre » si les thèses de Robert Gordon se vérifient : les gains de productivité associés à la diffusion des nouvelles technologies se révéleraient insuffisants pour surmonter les vents contraires (désendettement, démographie) qui soufflent sur les pays avancés. Quant aux pays du Sud, ils redoutent à juste titre les conséquences négatives d'une désindustrialisation précoce (28) – l'emploi et la valeur ajoutée du secteur manufacturier diminuent alors que le niveau de revenu est éloigné des pays avancés –, avec un ralentissement de la croissance.

Une mondialisation à la chinoise ?

La mondialisation continuera, mais son architecture institutionnelle évoluera avec la modification de la hiérarchie économique, une tendance de long terme, et le désengagement américain, qui ne pourrait être qu'un épisode.

La montée en puissance des économies émergentes ne s'est pas accompagnée de changements dans la gouvernance (droits de vote, nationalité des dirigeants) des institutions financières internationales (29) qui, acceptés par l'exécutif américain, ont été refusés par le Congrès. Ce blocage est la toile de fond de la création, par la Chine, de l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) : le président Barack Obama l'avait condamnée comme une tentative de « *renverser l'ordre international* » et Lawrence Summers (30) considère qu'elle signale la fin du *leadership* américain sur l'économie mondiale. Ni les Etats-Unis ni l'Europe ne peuvent plus dicter les règles. Au lieu de créer l'AIIB, la Chine aurait pu renforcer la banque de développement du groupe BRICS (Brésil, Inde, Russie, Chine et Afrique du Sud) ou ses propres banques (ExIm ou China Development Bank). En créant une banque multilatérale, dirigée par un Chinois anciennement vice-président de la Banque asiatique de développement (BAD), le gouvernement chinois a fait le choix d'établir une institution qui, *volens nolens*, sera plus transparente que les établissements chinois. Outre l'AIIB, Oliver Stuenkel recense plusieurs institutions

(28) Dani RODRIK, « Premature desindustrialization », National Bureau of Economic Research Working Paper, n°20935, fév. 2015, disponible sur le site Internet www.nber.org/papers/w20935.

(29) Mohamed A. EL-ERIAN, « The risk of a new economic non-order », *Project Syndicate*, 19 sept. 2017.

(30) Cf. le site Internet www.ft.com/cms/s/2/a0a01306-d887-11e4-ba53-00144feab7de.html#axzz3Y873Hng4.

internationales (31) créées par la Chine et dont le fonctionnement n'est pas très différent de celui des institutions multilatérales ; selon l'auteur ces précédents témoigneraient de la volonté chinoise de construire un ordre parallèle et non alternatif à l'ordre multilatéral.

Parallèlement, les Américains, qui ont été les architectes de l'ordre multilatéral, le « déconstruisent ». Précédant l'élection de Donald Trump, ce revirement date de l'enlisement du Doha Round et du ralliement des Etats-Unis à une proposition de la Nouvelle-Zélande et Singapour, qui est devenue le Partenariat transpacifique (TPP). Le TPP et son cousin germain, le TAFTA, contiennent des mesures « au-delà des frontières », inspirées de propositions qui n'avaient pas abouti dans le cadre multilatéral (32). En proposant ces accords qui visent, explicitement pour le TPP, implicitement pour le TAFTA, à « contenir » la Chine, l'administration américaine donnait la préférence à des accords entre pays partageant les mêmes valeurs. Le président Trump va plus loin. Refusant de ratifier le TPP et évoquant une sortie de l'OMC, il met en œuvre une politique (« America First ») qui cherche à réduire les déficits commerciaux en s'appuyant sur les rapports de force. S'il n'achève pas son mandat ou s'il n'est pas réélu, sa présidence apparaîtra rétrospectivement comme une anomalie dans l'histoire américaine (33), qui aura permis à la Chine de renforcer sa stature internationale.

L'avenir de la mondialisation dépendra en partie de l'attitude de la Chine (34). Alors que Donald Trump s'est retiré du TPP et veut ériger un nouveau mur entre les Etats-Unis et le Mexique, Xi Jinping soutient un projet d'intégration asiatique et prend des initiatives pour améliorer la connectivité entre l'Asie et l'Europe.

En lançant la Belt and Road Initiative (BRI), la Chine propose la construction de corridors terrestres et de voies maritimes entre l'Asie et l'Europe, ainsi que l'amélioration des infrastructures de soixante-cinq pays. En menant une « diplomatie par les infrastructures » concurrente de la mondialisation par les règles (35), Xi Jinping poursuit des objectifs analogues à ceux de Truman en 1949: économiques – la BRI ouvre des débouchés aux entreprises chinoises de construction qui subissent les conséquences du ralentissement de l'investissement, comme le Plan Marshall avait relancé l'économie américaine qui faisait face au premier

(31) Dans le domaine économique, la Nouvelle Banque de développement, le China International Payment System, China Union Pay, Universal Credit Rating group. Cf. Oliver STUENKEL, *Post-Western World: How Emerging Powers Are Remaking Global Order*, Polity Press, 2016, p. 103.

(32) Les dispositions concernant l'investissement étranger avaient fait l'objet de discussions dans le cadre de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE).

(33) Joseph NYE, « How much does Trump matter? », *Project Syndicate*, 5 sept. 2017, disponible sur le site Internet www.project-syndicate.org/.

(34) Fred HU / Michael SPENCE, « Why globalization stalled and how to restart it », *Foreign Affairs*, août 2017.

(35) L'ambassadeur allemand à Pékin écrit : « j'appellerais OBOR une globalisation à caractéristiques chinoises alors que nous la préférons adossée à des règles », *Le Monde*, août 2017.

ralentissement de l'après-guerre – et géopolitiques – éviter le goulet de Malacca pour la Chine, rassembler l'Europe de l'Ouest face à l'Union soviétique pour les Etats-Unis. L'initiative chinoise rappelle aussi celle de Sabiro Okita, qui, dans les années 1980, avait proposé un Plan Marshall pour recycler les excédents japonais (36). L'initiative chinoise est toutefois plus ambitieuse : alors que le Plan Marshall a dépensé 5% du PIB américain en trois ans pour six pays, dont il a représenté 2,5% des PNB (produit national brut), la Chine prévoit d'investir 10% du PIB chinois réparti sur 65 pays pauvres, où il représente un pourcentage plus élevé du PIB.

Si la Chine ne manque pas de moyens pour financer la BRI, cette mobilisation de fonds pour financer des projets réalisés dans des pays risqués (37) inquiète les milieux financiers : le coût du chemin de fer qui traverse le Laos représente près de la moitié du PIB de ce pays pauvre ; outre son coût élevé (20% du PIB pakistanais), la réalisation du corridor entre la Chine et le Pakistan soulève des problèmes diplomatiques et sécuritaires (38). Les Chinois répondent que ces critiques sous-estiment l'impact de ces projets sur la croissance. Cependant, les difficultés du Venezuela (39), auquel les banques chinoises ont massivement prêté, montre que la Chine peut se fourvoyer.

La Chine n'est pas encore en mesure de piloter la mondialisation. Non seulement son marché n'est pas une alternative au marché américain, mais elle dégage un excédent commercial sur la plupart des pays émergents. Enfin, si le renminbi(RMB) a intégré le panier de monnaies définissant le droit de tirage spécial (DTS), il n'a pas les attributs d'une monnaie de réserve – le marché financier chinois est insuffisamment développé et il est peu ouvert. La crise asiatique ayant révélé les risques de l'ouverture du compte de capital, les autorités chinoises qui ont créé en 2013 la zone de libre-échange financière de Shanghai étendent graduellement cette expérience. L'histoire du dollar (40) suggère qu'à moins d'une nouvelle crise financière américaine, le RMB restera longtemps une monnaie de second rang.

La technologie freinera-t-elle la mondialisation ?

Depuis la découverte du gouvernail d'étambot au navire à vapeur et au télégraphe, qui ont « rétréci le monde », les innovations ont accompagné les grandes découvertes et la première mondialisation. A partir des années 1990, les progrès des télécommunications et la diffusion d'Internet ont

(36) H. ROWEN, « A Japanese Marshall Plan », *Washington Post*, 3 mai 1987.

(37) Bangladesh, Cambodge, Ethiopie, Iraq, Laos, Ouzbékistan, Syrie, Tadjikistan, Turkménistan et Yémen sont classés parmi les vingt-cinq pays les plus risqués au monde

(38) Le corridor traverse le Cachemire contesté entre l'Inde et le Pakistan et aboutit au port de Gwadar, situé dans une région très agitée (Baloutchistan).

(39) Jean-Raphaël CHAPONNIÈRE / Pierre SALAMA, « L'Amérique latine et la Chine. Je t'aime moi non plus », *Revue d'économie financière*, n°124, déc. 2016.

(40) Le PIB américain (en parité de pouvoir d'achat ou ppa) a rattrapé le PIB britannique en 1870 et le dollar a supplanté la livre sterling dans les réserves cinquante ans plus tard.

donné une formidable impulsion à la seconde mondialisation. Moteur de la mondialisation, la technologie la freinera-t-elle en gommant les écarts de coûts de production ?

Ces écarts nourrissent la mondialisation. Les nouveaux pays industriels d'Asie ont capitalisé sur les bas salaires pour s'insérer dans le commerce mondial. Adoptant la même stratégie, la Chine a mobilisé son immense réservoir de main-d'œuvre et la révolution numérique a facilité son insertion dans les chaînes globales de valeur (CGV). Apparues vers 2005, les premières tensions sur le marché du travail ont signalé que ce réservoir commençait à s'épuiser et, après avoir connu une pause pendant la crise, la hausse des salaires a repris et s'est élargie aux travailleurs migrants nombreux dans les industries de main-d'œuvre. En 2000, les salaires dans l'habillement étaient plus élevés à Bangkok qu'à Shanghai ; en 2015, ils sont deux fois plus élevés à Shanghai (41). Ces hausses annonçaient un grand déménagement de l'industrie chinoise et, lorsqu'il était économiste en chef de la Banque mondiale, Justin Lin a évoqué la création de dizaines de millions d'emplois en Afrique subsaharienne. Cependant, en dépit des hausses de salaires, la part chinoise du marché *low cost* ne s'effondre pas. Boostée par le démantèlement des quotas textiles et l'adhésion à l'OMC, la Chine avait quintuplé sa part de marché dans les exportations mondiales de textile (de 6,5 à 30%) et l'avait doublée dans l'habillement (de 18% à 37%) entre 2001 et 2010. Depuis, elle continue d'augmenter dans le textile (37% en 2016) et n'a que très légèrement diminué dans l'habillement (35%). En effet, les entreprises chinoises situées dans les provinces côtières ont le choix entre se déplacer vers l'ouest de la Chine, délocaliser en Asie (Cambodge, Vietnam, Myanmar, Bangladesh) ou automatiser.

S'il n'est pas possible d'apprécier l'importance de chacune de ces réponses, il est probable que l'automatisation deviendra plus fréquente. Depuis quelques années, des technologies apparaissent (42) qui, associant production en série et « sur-mesure », offrent la possibilité de rapprocher le lieu de production au lieu de consommation. L'introduction de robots et l'utilisation des outils d'intelligence artificielle pour les commandes et la gestion des stocks transforment le textile habillement en une industrie « intensive en capital ». Ce mouvement bouleverse l'économie de ce secteur en faisant disparaître les coûts associés au transport (la durée des immobilisations) et également les risques de réputation associés aux conditions de travail dans les pays ateliers.

(41) Source : Union des banques suisses, *Prix et salaires dans le monde*.

(42) La combinaison d'équipement de *scanning* et la conception assistée par ordinateur adapte un vêtement au client. L'impression 3D et les robots réduisent de quelques dizaines de minutes à quelques secondes le temps de fabrication d'un article.

Les Américains, qui dominent ces technologies, espèrent que leur diffusion encouragera la relocalisation (43) d'activités aux Etats-Unis. Vingt-cinq ans auparavant, ce mouvement – déjà présenté comme imminent (44) – n'a pas eu lieu du fait de l'irruption de la Chine sur le marché mondial et de la révolution des télécommunications. Paradoxalement, la Chine pourrait encourager les relocalisations dans les années à venir. En effet, la diffusion des robots dépend entre autres de l'évolution de leurs prix relatifs et ces derniers diminueront d'autant plus vite que les robots seront *made in China*. La Chine absorbe plus d'un quart de la production mondiale de robots et sa demande potentielle est considérable car leur densité y est dix fois plus faible qu'en Corée et au Japon – où, du fait de la construction automobile, elle est la plus élevée au monde. Le marché chinois attire les constructeurs ; le gouvernement, qui veut capitaliser sur cet engouement pour hisser l'industrie chinoise à la première place, a fait de la fabrication de robots une des priorités du plan « Made in China 2025 », qui cible plusieurs centaines de produits de haute technologie et propose pour chacun des objectifs (70% dans le cas des robots) de participation des entreprises chinoises à la production nationale. Justifiant des investissements très élevés, ces perspectives font craindre une chute des prix (45).

Les conséquences de l'automatisation sont d'ores et déjà perceptibles aux Etats-Unis, où la chute du textile habillement, qui apparaissait irréversible – l'emploi a été ramené de 500 000 en 1990 à 167 000 en 2007 et 112 000 en 2017 – s'est arrêtée en 2009. Depuis, la production américaine s'est stabilisée en dollars constants et a doublé en dollars courants. Plus généralement, la diffusion des nouvelles technologies peut redresser la production manufacturière américaine (46) et cette perspective est inquiétante pour le futur des industries de main-d'œuvre (47). La robotisation aura plus d'impact dans l'électronique car le pourcentage d'emplois substituables y est élevé et le coût horaire d'un robot d'assemblage, qui était en 2015 égal au coût horaire d'un ouvrier chinois (48), augmente alors que le coût d'un robot diminue.

(43) Foxconn, qui emploie plus d'un million de salariés en Asie, a annoncé la construction d'une usine d'assemblage au Wisconsin, un Etat important pour la prochaine campagne de D. Trump ; ce projet pourrait bénéficier d'une aide (de 3 milliards de dollars) et créer 3 000 emplois. Foxconn, qui avait fait une promesse analogue en 2013, y avait renoncé car les aides promises étaient inadéquates. Cf. *Financial times*, « Foxconn plant hailed by Trump faces doubts in Wisconsin », 22 août 2017.

(44) A. TOFFLER, *Les Nouveaux Pouvoirs*, Fayard, Paris, 1991, p. 460. L'auteur prévoyait que les nouvelles technologies donneraient un avantage considérable aux industriels américains sur leurs concurrents asiatiques.

(45) *The Economist*, 24 sept. 2017.

(46) Une hausse de 20% en moins de 4 ans selon une étude de McKinsey. Cf. Mc Kinsey Global Institute, *Making it in America*, nov. 2017.

(47) L'automatisation a permis à Nike, qui emploie directement 500 000 salariés en Asie et trois fois plus indirectement, de réduire d'un tiers ses sous-traitants. Cf. *Financial Times*, « Nike's focus on robotics threatens Asia's low-cost workforce », 22 oct. 2017.

(48) Il était de 4 dollars. Cf. T. X. HAMMES, *Will Technological Convergence Reverse Globalization*, National Defense University, 2016.

* *
*

La mondialisation, dont l'avis de décès a été publié plusieurs fois, est sortie indemne de la plus grave crise économique depuis 1929. Si des signes d'essoufflement sont perceptibles au niveau des flux (commerce, investissement), ils ne concernent pas « les stocks », qui jouent un rôle plus décisif : en effet, dans de nombreux pays, le chiffre d'affaires des filiales étrangères dépasse celui des importations (49) et ces entreprises défendent le maintien d'un système commercial ouvert.

Après quatre années de tassement, le commerce mondial a repris en 2017 et il conserve des marges de progression en Asie du Sud et en Afrique, régions qui rassemblent 40% de la population mondiale et occupent un strapontin dans les échanges. Cependant, la plus grande intégration de ces espaces n'aura pas un impact comparable à celui qu'a provoqué l'adhésion de la Chine à l'OMC ; inversement, le soutien de la Chine à la mondialisation s'affaiblira si, à l'instar de la situation des pays avancés, la société l'accuse de détruire les emplois routiniers, qui se trouveraient menacés par les nouvelles technologies (50). Ces dernières sont porteuses d'évolutions contradictoires : les progrès des télécommunications encouragent la fragmentation des processus de production, tandis que la robotisation et d'autres innovations (51) gommant l'avantage des bas salaires et tendent à rapprocher les lieux de production et de consommation (52).

Au-delà des mesures prises récemment aux Etats-Unis et en Chine (53) pour les freiner, les IDE pourraient connaître une croissance plus rapide que le commerce mondial. Le stock d'IDE chinois représente 10% du PIB de la Chine (au lieu de 50% pour le Royaume Uni ou la France) et les actifs chinois à l'étranger représentent 58% du PIB (140% pour les Etats-Unis, 187% pour le Japon, 263% pour l'Allemagne). A l'horizon 2030 (54), les actifs étrangers de la Chine pourraient représenter 90% du PIB et se situer à la deuxième place mondiale.

(49) Les ventes des filiales japonaises aux Etats-Unis représentent 3 fois les importations américaines du Japon, les ventes américaines au Royaume-Uni 4 fois les importations depuis les Etats-Unis. Cf. OECD Stat Inward Activity of Multinationals by Investing Country – ISIC Rev. 4, disponible sur le site Internet stats.oecd.org/.

(50) Les emplois routiniers représenteraient près de 60% de l'emploi en Chine. A ce sujet, cf. Carl Benedikt FREY / Michael A. OSBORNE, *The Future of Employment: How Susceptible are Jobs to Computerisation?*, Oxford Martin School, sept. 2017; McKinsey Global Institute, *Making it... op. cit.*

(51) Richard BALDWIN, *The Great Convergence. Information Technology and the New Globalization*, Harvard University Press, Cambridge, 2016, p. 290.

(52) Finbarr LIVESSEY, *From Global to Local: the Making of Things and the End of Globalisation*, Profile, 2017, p. 224 ;

Martin FORD, *Rise of the Robots: Technology and the Threat of a Jobless Future*, Basic Books, New York, 2015, 334 p.

(53) David DOLLAR, *China New Investment Rules*, Brookings, 23 août 2017. Aux Etats-Unis, la réforme fiscale (baisse de l'impôt sur les bénéfices) pourrait diminuer l'incitation à investir à l'étranger. Les Etats-Unis et l'Europe ont refusé d'autoriser des investissements chinois (40 milliards de dollars depuis 2015 selon Dealogic).

(54) William SPELLER / Gregory THWAITES / Michelle WRIGHT, « The future of international capital flows », *Banque d'Angleterre Financial Stability Paper*, n°12, déc. 2011.

En résistant au protectionnisme (55) et au désengagement – peut-être temporaire – de son *leader*, la mondialisation continue. En Asie, le retrait américain du TPP a ouvert la voie au Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP), mollement soutenu par la Chine, tandis que les pays adhérents au TPP négocient le Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership. On assiste ainsi à l'avènement d'un monde multipolaire qui, annoncé depuis plusieurs années, s'accompagne d'une évolution qui ne l'était pas, avec l'effacement de l'ordre multilatéral et l'émergence de « *démocraties illibérales* » (56).

La tendance est la poursuite de la mondialisation à un rythme lent pour les échanges et plus vigoureux pour les IDE. Ce sont de mauvaises nouvelles pour les pays africains, où depuis 2000 l'accélération de la croissance suscite des attentes tout en créant peu d'emplois formels, faute d'industrie. La dynamique démographique – la moitié de la population a moins de 25 ans -- et l'urbanisation assureront à l'Afrique une croissance plus rapide que celle des pays avancés et un rythme de convergence qui restera lent : les exportateurs de matières premières subiront l'impact des progrès de la Chine dans l'économie circulaire (57) et les autres pays auront des difficultés à intégrer des chaînes globales de valeur. Enfin, les migrations continueront de se heurter à des barrières élevées par les pays avancés, tandis que, à moyen terme, les progrès de la télé-robotique font envisager l'immigration « *virtuelle* » (58). L'infléchissement de cette tendance lourde passe par un changement d'attitude des sociétés des pays avancés vis-à-vis d'une mondialisation qui, selon D. Rodrik « *a été trop loin* » (59) . L'adoption de politiques sociales (60) redistribuant les gains des gagnants aux perdants est la seule façon de restaurer l'adhésion à la mondialisation.

(55) Le nombre de mesures recensées par Global Trade Alert a augmenté de 300 par an entre 2009 et 2012 à 750 en 2014, pour retomber à 469 en 2016. Cf. le site Internet www.globaltradealert.org/global_dynamics/day-to_1108.

(56) Cf. Fareed ZAKARIA, « The rise of illiberal democracy », *Foreign Affairs*, nov.-déc. 1997.

(57) La Chine utilise en moyenne quatre fois plus de matières premières par unité de PIB que les pays de l'OCDE. Cf. John A. MATHEWS / Hao TAN, « Lessons from China », *Nature*, 2016, pp. 440-442.

(58) Des techniciens philippins gérant des robots de nettoyage dans les hôtels américains, des techniciens allemands intervenant virtuellement dans des usines au Sud. Cf. R. BALDWIN, *op. cit.*

(59) Dani RODRIK, *Has Globalization Gone Too Far ?*, Institute for Advanced Economics, Princeton, 1997.

(60) Joseph STIGLITZ, « The globalization of our discontent », *Project Syndicate*, 5 déc. 2017.